

COMPTE-RENDU CGT DE LA F3SCT DU 27 NOV. 2025

La F3SCT (formation spécialisée santé sécurité et conditions de travail) est la nouvelle dénomination du CHSCT. Elle est présidée par le Directeur général.

A l'ordre du jour de cette instance :

- Évolution de l'outil GTA
- Dispositif anti-suicide à BFM (avec images)
- La santé des personnels se dégrade + le rapport du service de la médecine de prévention
- Enquêtes relatives aux accidents de travail à la BnF dont un grave
- Nouvel aménagement des stations TAD en Rez-de-jardin (avec images)
- Alerte RSP au Service du développement des publics de la DPU

Évolution de l'outil GTA

En février 2026 aura lieu le déploiement d'une nouvelle version de l'outil de gestion des temps de travail, GTA.

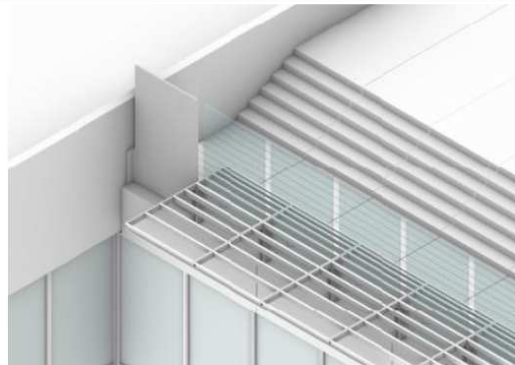
Les demandes de la CGT :

- une **formation** à ce nouvel outil pour les personnels
- **concernant les congés** : suite aux recours contentieux de la CGT, la réglementation a évolué et désormais les droits à congés non pris en raison d'un arrêt maladie sont prolongés de 15 mois à partir de la date de la reprise d'activité. Nous avons demandé que GTA prenne en compte ces modifications, l'administration confirme qu'à terme cela sera fait
- **concernant les autorisations d'absence pour examens médicaux** dans le cadre d'une ALD : en réponse à une question de notre syndicat, la direction nous a répondu : « *sur les plages d'absence de courte durée, des facilités horaires peuvent toutefois être accordées à l'agent pour se rendre [à l'examen médical] et revenir sur site (non-respect des plages fixes)* »
- prévoir l'**accessibilité** de l'application pour les personnes malvoyantes
- l'application des **règles de la RGPD** (règlement général sur la protection des données) qui stipulent que les données sur le temps de travail ne peuvent être conservées plus de 5 ans : un nettoyage des données aura lieu une fois par an.

Dispositif anti-suicide à BFM

Ces dernières années, le jardin central du site François Mitterrand a été le théâtre de plusieurs accidents et suicides qui ont particulièrement ému et choqué les personnels. Entre 2009 et 2020, près d'une dizaine de personnes s'y sont données la mort dont deux collègues.

Après des années de lutte des organisations syndicales pour obtenir l'installation d'un dispositif anti-suicide, un prototype est enfin proposé : il s'agit d'installer des vitres dépassant de 1,80m du garde-corps entourant l'esplanade du jardin central.



Les remarques de la CGT BnF :

- la CGT souligne l'importance de la sécurisation des personnes qui devront intervenir pour le nettoyage des vitrages, côté jardin.
- dans le document présenté il est précisé que le projet d'un vitrage plus élevé (2m au-dessus du garde-corps) a été abandonné car « trop prégnant sur l'esthétisme ». Cette remarque n'est pas acceptable, l'esthétisme ne pouvant prévaloir sur la sécurité des personnes. Le droit de regard de l'architecte ne doit pas empêcher la mise en place d'un dispositif optimal de sécurité

Rapport 2024 du service de la médecine de prévention

Un médecin à mi-temps est venu renforcer l'équipe, **c'est un sujet de satisfaction pour la CGT qui se bat depuis des années pour sauver la médecine du travail de la BnF mais aussi pour renforcer ses effectifs.**

La santé des agents se dégrade

L'activité est toujours soutenue et en augmentation avec plus de 1694 visites d'agents (1340 en 2023 et 883 en 2022). Cela démontre les dégradations de la santé au travail des agents. **On constate une progression constante du nombre de jours d'arrêts maladie par agents** (en 2024, 13,2 jours/agents contre 11 jours en 2014) : la rupture est en corrélation avec les suppressions de poste.

Des aménagements de postes non respectés

La CGT BnF constate des difficultés dans l'application des aménagements de postes prescrits par le médecin du travail. Or, la législation précise que tout refus (total ou partiel) doit être motivé par écrit par l'administration et transmis aux représentants du personnel siégeant à la F3SCT.

La CGT a demandé : une note de service à l'attention de l'encadrement et le rappel systématique, écrit et explicite du cadre réglementaire dans la prescription de l'aménagement de poste faite par le médecin du travail.

La santé des femmes en question

Le rapport détaille que les visites concernent 585 hommes et 1109 femmes, soit le double ! (les femmes représentent 58 % de l'effectif). Même constat pour le nombre de jour d'arrêt maladie : 19 740 jours pour les femmes contre 10 363 jours pour les hommes en 2024.

De fait, les femmes utilisent plus fréquemment que leurs collègues masculins les jours maladie sans justificatif (65,1% de femmes contre 34,9% d'hommes) et 64% de femmes sont imputées de jours de carence contre 36% pour les hommes.

Cela démontre que la santé des femmes au travail est un réel enjeu, notamment sur les questions d'égalité salariale. La question du congé de santé hormonale que nous réclamons est, entre autres, une réponse à ces problématiques.

Enquêtes relatives aux accidents de travail

La F3SCT procède à l'analyse des accidents de travail ou maladies professionnelles afin de prévenir les risques. L'enquête est obligatoire en cas d'accident grave (décès et incapacité permanente) ou à caractère répété.

Deux enquêtes se sont déroulées en 2023 et 2024 et ont permis de déterminer les causes des accidents et améliorer la prévention : achat de matériels plus adaptés, procédures plus précises, interdiction d'emploi de certains matériaux, etc.

L'accident grave d'une collègue en salle Ovale a montré les difficultés à gérer la co-activité. En effet, l'accident a eu lieu pendant l'installation d'un événement extérieur. C'est l'occasion pour la CGT de dénoncer la marchandisation des espaces de la bibliothèque qui augmente le risque d'accidents et entraîne de fortes perturbations dans le travail des agents et l'accueil des usagers.

Suite à l'enquête, une des recommandations prioritaires est qu'aucun agent de la salle Ovale ne soit présent lors du montage et démontage des événements.

A ce titre, la CGT a également présenté une motion votée à l'unanimité des organisations syndicales :

« Afin de préserver les conditions de travail des agents de l'accueil et des caisses, la circulation sans danger des personnels et des usagers et les règles d'évacuation d'un ERP (Etablissement recevant du public) en cas de sinistre, la F3SCT de la BnF réunie le 27 novembre 2025 demande, dans le cadre des événements organisés dans la salle Ovale, que le Hall d'accueil de la BnF reste libre d'installations et d'aménagements jusqu'à la fermeture des salles de lecture à 19h. »

Nouvel aménagement des stations TAD en Rez-de-jardin

Ces améliorations font partie d'un plan d'actions en faveur des conditions de travail des magasiniers, résultat des grèves menées à la BnF ces dernières années. Des travaux ont débuté pour réaménager 6 stations TAD en arrières-banques de salle (ABS) du Rez-de-jardin afin d'améliorer les conditions de travail dans ces espaces, notamment les troubles musculo-squelettiques, TMS.

Un prototype dans l'ABS W a été réalisé en août 2024. Une enquête auprès des collègues a permis de constater des améliorations : l'acoustique, la lumière, le confort thermique et l'ambiance général du lieu. Cependant des problèmes persistent :

- le garde-corps au niveau du prélèvement est trop haut : la CGT a demandé l'ajustement, l'administration s'y est engagée
- un problème d'espace en raison de la présence des nouveaux marchepieds

Un 2^{ème} prototype a été réalisé en ABS L/M en juillet 2025 avec l'abaissement du garde-corps. Après utilisation, même satisfaction mais :

- les barres verticales au niveau du poste principal sont gênantes, le DMT répond qu'elles ne peuvent être retirées car elles supportent le faux plafond anti-bruit
- les chariots spécifiques au département sont trop bas par rapport au plan de travail principal

Enfin, la CGT BnF a rappelé qu'au **niveau ergonomique, les postes de travail présentent encore des contraintes posturales source de TMS** (troubles musculo-squelettique) et qu'il est nécessaire que cette question soit suivie.



Prochains travaux : R/S et N/O fin 2026 et U/V et K/L début 2027.

Alerte RSP au Service du développement des publics de la DPU

Une alerte syndicale RPS (risques psycho-sociaux) est en cours depuis avril 2025 au Service du développement des publics de la DPU. Elle fait suite à une précédente alerte des agents eux-mêmes en mars 2024.

Ainsi depuis près de 2 ans, les agents de ce service sont en difficulté et alertent avec les moyens qui sont à leurs dispositions (conseillère de prévention, médecin et psychologue, représentants du personnel). Malgré les moyens mobilisés, les problèmes perdurent, les agents sont en souffrance avec des signaux inquiétants. Ces problèmes relèvent principalement de dysfonctionnements managériaux au niveau supérieur.

L'administration s'avère incapable à résoudre les difficultés qu'elle continue en partie à nier en dépit d'indicateurs RPS significatifs (taux d'arrêt maladie et visites à la médecine de prévention).

Devant le blocage entre les représentants du personnel et l'administration tant sur le constat que sur les mesures à prendre, celle-ci propose **un audit extérieur afin de sortir d'une situation enkystée et sans solutions identifiées à ce jour.**

La CGT sera partie prenante dans cet audit et attentive afin d'objectiver les difficultés et partager un diagnostic obligeant l'administration à un plan d'actions adapté. La CGT rappelle que l'employeur a une obligation de résultats en matière de santé physique et mentale de ses personnels.